



**HAL**  
open science

## Puissance et nationalisme économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Puissance et nationalisme économique. Paix et sécurité européenne et internationale, 2018, 9, 10.61953/psei.1040 . hal-01934752

**HAL Id: hal-01934752**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01934752v1>

Submitted on 25 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Puissance et nationalisme économique. Le cas des Etats-Unis

Jacques Fontanel

Professeur Emérite, Université Grenoble-Alpes, CESICE.

Le nationalisme économique américain n'est pas né en 2018. Si les Etats-Unis sont souvent présentés, à juste titre, comme le sanctuaire du capitalisme, son gouvernement n'a été un ardent défenseur du libre-échange qu'en rhétorique et non en pratique. Aujourd'hui, Donald Trump rompt au moins partiellement avec ce non-dit et s'engage dans une politique de protection des firmes nationales, notamment en développant des armes protectionnistes, en renégociant les accords internationaux et en appelant à privilégier les productions nationales. Partisan du « benign neglect » et du « beggar thy neighbour » (America first), il dévoile clairement une politique économique nationaliste, qui remet en cause l'idée même d'une science économique capable de définir et de conduire les solutions optimales pour le développement économique de toutes les Nations.

American economic nationalism was not born in 2018. Although the United States is often rightly presented as the sanctuary of capitalism, its government has been a staunch supporter of free trade only in rhetoric and not in practice. Today, Donald Trump at least partially breaks with this unspoken and engages in a policy of protection of national firms, including developing protectionist weapons, renegotiating international agreements and calling for a focus on domestic productions. A proponent of "benign neglect" and "beggar thy neighbour" (America first), he clearly unveils a nationalist economic policy, which calls into question the very idea of an economic science capable of defining and leading the optimal solutions for the economic development of all nations.

## I.Introduction

Le nationalisme économique prôné par Donald Trump semble s'opposer aux théories économiques libérales, lesquelles ont pourtant été à la base du discours économique officiel des gouvernements américains depuis un siècle, avec cependant quelques entorses supposées conjoncturelles. Pour les tenants du système capitaliste, cet interventionnisme économique partisan de l'Etat se présente à la fois comme une dérive non optimale des actions publiques et comme une reconnaissance de l'assujettissement de l'économie au domaine politique, ce qui, accessoirement, remettrait en cause, au moins partiellement, l'idée selon laquelle l'économie serait une science<sup>1</sup>.

Le nationalisme économique utilise l'outil du protectionnisme et il n'hésite pas à recourir délibérément à la guerre commerciale continue, parfois de manière secrète, en ne respectant pas toujours les règles du libre échange définies collectivement auprès des organisations internationales compétentes. Dans ce cadre, à court terme, l'intérêt des citoyens et des entreprises nationales prime sur celui des consommateurs, l'Etat se réservant le droit d'intervenir pour renforcer la sécurité du pays et protéger les tissus économiques nationaux. Ce faisant, si l'on en croit la pensée libérale, son application conduit inéluctablement à la réduction des libertés individuelles fondamentales et il constitue un engrais puissant à l'expression concrète des conflits militaires<sup>2</sup>. Cette stratégie de l'Etat peut se comprendre à court terme, mais, pour les tenants de la science économique, à plus long terme, ses effets sur la démocratie, la paix, le commerce international, l'inflation et le développement économique et social, s'avèrent délétères<sup>3</sup>. Les crises économiques sont aussi des vecteurs puissants de conflits. La question qui se pose est de savoir si c'est l'application de l'interventionnisme étatique ou le strict respect de l'économie libérale qui est la cause de ces divergences violentes entre les Etats<sup>4</sup>.

De fait, l'économie américaine, sanctuaire séculaire du capitalisme n'a pas toujours été favorable au libre-échange et lorsqu'elle a pris le leadership de l'organisation des échanges monétaires, financiers ou commerciaux, elle ne l'a

---

<sup>1</sup> Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, l'Harmattan, Paris.

<sup>2</sup> Coulomb, F. (2004), *Economic theories of peace and war*, Routledge.

<sup>3</sup> Coulomb, F. & Fontanel, J. (2006), *Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale* in « La question politique en économie internationale, La Découverte, Paris.

<sup>4</sup> Galbraith, J.K. (2010) ; *Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière. Un Plan pour l'Amérique*, in « *Economie politique de la sécurité nationale* (J. Fontanel (Ed.), L'Harmattan, Paris. Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise. Comment en sortir autrement*. Le Seuil, Paris.

pas toujours appliqué. Le Président Donald Trump ne déroge pas à cette stratégie de l'Etat américain. Cependant, si traditionnellement Washington tendait à cacher l'importance de son interventionnisme économique nationaliste, il l'énonce aujourd'hui clairement, presque de manière excessive, estimant que son pays est une victime d'un libre-échange qui n'a parfois de libre que le nom. Avec l'aide de leurs gouvernements, les entreprises étrangères pratiquent un dumping, notamment salarial, pour remporter indûment les marchés nationaux et internationaux et provoquer la désindustrialisation des Etats-Unis. Dans ce contexte, Donald Trump veut obliger les Etats partenaires à renégocier l'ensemble de leurs échanges, sur des bases jugées plus loyales, et donc plus favorables à l'économie américaine.

## II.L'expression historique du nationalisme économique américain

Dans un livre récent Christian Harbulot<sup>5</sup>, directeur de l'Ecole de Guerre Economique, considère que, dans l'ère moderne, le rapport étroit et hiérarchisé du politique sur l'économie d'une Nation a été mis en pratique dès le XIIIe siècle par la République de Venise. Il a ensuite été un axe d'action privilégié de Louis XI, lequel a utilisé les instruments économiques à des fins politiques et militaires, en vue d'élargir et de renforcer la puissance de son Royaume. L'école mercantiliste, la première grande école hétérogène de théorie économique, l'a ensuite justifié<sup>6</sup>, et la constitution, par les Etats, des Compagnies des Indes, l'a pratiqué. Au XIXe siècle, face à l'hégémonie théorique des grands classiques, le nationalisme économique a été revendiqué par Friedrich List pour protéger les industries encore naissantes de l'Allemagne et, au XXe siècle, elle a été soutenue partiellement par Keynes dans le domaine du contrôle du capital financier<sup>7</sup>.

Aux Etats-Unis, avec sa défense de la liberté du commerce, la pensée libérale de Thomas Jefferson a été et reste toujours formellement acceptée en principe par tous les gouvernements des Etats-Unis, mais en fait les choix économiques défendus par Alexander Hamilton, partisan d'une politique protectionniste fondée sur les tarifs douaniers, ont plus souvent inspiré les décisions publiques. Si le Sud était plutôt partisan de l'ouverture économique des frontières, il n'en allait pas de même avec le Nord industriel menacé par la concurrence britannique. La mondialisation a souvent eu besoin d'un hégémon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se sont succédés. Dans ce contexte, la guerre

---

<sup>5</sup> Harbulot, C. (2018), Le nationalisme économique américain, Collection « Guerre de l'information, Paris.

<sup>6</sup> Fontanel, J., Hebert, J.P., Samson I. (2008), The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis.

<sup>7</sup> Keynes, J.M. (1933), National Self-Sufficiency, The Yale Review, vol 22, n°4. June.

économique concrète deviendrait même un art politique<sup>8</sup>, avec ses techniques, ses analyses, son « soft power » et sa course effrénée à l'information.

Le gouvernement des Etats-Unis du XXe siècle s'est constamment réclamé du libre-échange. Pour autant, toute la politique américaine a été traversée par un nationalisme économique qui contredisait les intentions et les analyses économiques d'ouverture au monde<sup>9</sup>. A la fin du XIXe siècle, des accords bilatéraux ont été mis en place pour réduire les tarifs douaniers entre les partenaires. Il a alors été donné au Président le pouvoir de mener une politique économique pour négocier les traités de commerce, dans l'intérêt réciproque des deux parties. Pour lutter contre l'augmentation des prix agricoles, une libéralisation a été entreprise (avec une réduction de 30 % des tarifs douaniers) à un moment où les Etats-Unis s'apprêtaient à devenir le pays le plus puissant du monde.

Après la Première guerre mondiale, le gouvernement américain est devenu favorable à une plus forte expression du libre-échange. De fait, il s'agissait d'un renversement complet de sa politique, préalablement ouverte aux migrations des hommes et plutôt fermée aux produits d'origine étrangère en concurrence avec les produits nationaux. Cependant, avec la crise de 1929, l'Etat a adopté à nouveau des mesures protectionnistes en faveur des ressources primaires et des produits manufacturés, tout en menant la politique publique du « New Deal », et un renforcement des accords de commerce bilatéraux avec les pays partenaires. Après la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis se sont installés comme la grande puissance mondiale face à une Europe abattue et un bloc soviétique certes puissant militairement mais aux socles économiques fragiles. La mise en place des accords de Bretton Woods dans le domaine monétaire et financier, du GATT (avec la fameuse clause de la Nation la plus favorisée) et de l'OTAN donnait clairement aux Etats-Unis le leadership des économies de marché face au monde socialiste soviétique à économie planifiée. Toutes les organisations internationales répondent aussi aux mêmes principes soit d'exercice des aspirations de la majorité, soit d'application des rapports de force entre les groupes sociaux ou les Etats. Ainsi, le Président Nixon a été en mesure en 1971 de remettre en cause les aspects essentiels des accords de Bretton Woods que les Etats-Unis avaient imposé à la fin de la deuxième guerre mondiale, sans que les pays qui devaient en pâtir puissent réagir et obtenir de quelconques indemnités, en échange de la protection militaire des Etats-Unis face à l'URSS. Pendant toute la période de la guerre froide, les Etats-Unis ont incontestablement dominé le monde occidental dans presque toutes les dimensions de la vie internationale, sociétale et sociale<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Harbulot, C. (2018), L'art de la Guerre économique. Surveiller, analyser, protéger, influencer. Collection Guerre de l'information, Paris.

<sup>9</sup> Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald, Bingley.

<sup>10</sup> Fontanel, J. (2017), Les Etats-Unis sanctuaire du capitalisme, un siècle de leadership américain en question, PSEI, REVEL.NICE, 22 juillet 2017.

Si le nationalisme économique a pour objectif la protection et le soutien actif des acteurs économiques estampillés nationaux, il se différencie de l'utilisation des armes économiques à des fins politiques. Dans ce cas, il s'agit plutôt pour l'Etat et ses Alliés de manifester un désaccord politique profond à l'encontre d'un pays adversaire ou ennemi et de l'inciter fortement à modifier son comportement dans un sens conforme à leurs attentes politiques en engageant des mesures économiques hostiles à son égard. Dans ce cas, les armes économiques n'ont pas pour objet d'améliorer la situation des acteurs économiques nationaux au détriment de ceux des autres pays, il s'agit d'abord de « faire plier » un Etat dont le comportement militaire, sociétal ou philosophiques ne répondent pas ou plus aux critères de coexistence pacifique entre les Nations<sup>11</sup>. Ainsi, lorsque le Président Jimmy Carter a décidé de l'embargo des céréales en direction de l'URSS pour réagir à l'invasion soviétique en Afghanistan, il a certes mis en évidence les insuffisances de l'économie planifiée, mais il a aussi accru la concurrence sur le marché des céréales entre les pays occidentaux (ce qui n'a pas été bien perçu par des pays amis) et les producteurs agricoles, lésés, ont l'année suivante reporté majoritairement leurs votes sur Donald Reagan aux élections présidentielles de 1980.

Pendant la Présidence de Ronald Reagan, le patriotisme et l'anticommunisme sont devenus les idées phares de la politique étatique. L'idée selon laquelle la puissance américaine constituait un gage de paix pour le monde dit « libre » était alors régulièrement avancée. Dans ce cadre, ce qui était bon pour les Etats-Unis était nécessairement bon pour tous les pays qui acceptaient ses règles, ses lois économiques et sociales, la confiance dans l'initiative individuelle et l'exercice de la démocratie. Le gouvernement a soutenu alors les milieux d'affaires, les producteurs agricoles (contre les productions des pays émergents) et, dans sa lutte apparente contre l'URSS, il a mis en place des règles économiques qui affaiblissaient plutôt ses alliés, comme un retour économique indiscutable au regard des coûts afférents à la protection militaire qu'il leur offrait.

S'inspirant officiellement de la très libérale Ecole de Chicago, Donald Reagan a concentré son action sur la réduction des dépenses publiques et des impôts, la lutte contre l'inflation et la dérégulation des marchés ; cependant, il appliquera cette théorie, pourtant globalisante, de manière partielle et partielle, en contrôlant le système de change, en acceptant une augmentation de l'endettement public ou en installant de nouvelles barrières douanières pour lutter contre le « dumping » supposé du Japon.

Cependant, le système monétaire et financier international, dominé par les Etats-Unis, restait fondamentalement instable. Les politiques conjuguées du

---

<sup>11</sup> Coulomb, F., Bensahel, L. & Fontanel, J. (2007), *The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy*, LIT Verlag, Bremen Schriften Konverzion. Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Routledge.

« benign neglect » du dollar et du « beggar thy neighbour » témoignaient de l'application concrète du principe reaganien « America First », reprise plus tard par Donald Trump. Les Etats-Unis présentaient une force technologique toujours dominante stratégiquement, même si son industrie commençait un processus rapide de récession. En outre, les actions militaires américaines de toute la période peuvent aujourd'hui être qualifiées de victoires à la Pyrrhus qui se sont conclues in fine par autant d'échecs politiques et diplomatiques à plus long terme. Enfin, la grande unanimité favorable à « l'American Way of Life » est devenue de plus en plus contestée par ses alliés, alors même que les inégalités des revenus et des patrimoines dans le monde s'accroissaient rapidement.

En 1990, avec l'effondrement de l'URSS, la place de l'hégémon mondial est alors inconditionnellement offerte aux USA. C'est à l'instigation des Etats-Unis que, après l'effondrement du bloc de l'Est, l'OMC s'est substitué au GATT<sup>12</sup>. Il s'agissait de définir des règles satisfaisantes à l'essor d'un libre-échange favorable au processus combiné de la mondialisation et de la globalisation. La toute puissance militaire et économique américaine pouvait faire face à la concurrence mondiale, car elle bénéficiait à la fois des technologies de pointe et d'une « nouvelle économie » de l'information qui devait renforcer rapidement son emprise sur l'ensemble des marchés internationaux, aussi bien comme producteur que comme consommateur. Cette hégémonie pouvait alors s'exercer dans un système international unipolaire, dont les Etats-Unis étaient à la fois le régulateur et le gendarme moral et militaire<sup>13</sup>.

Ensuite, avec la création de l'OMC, la CNUCED a perdu tout pouvoir. En moins de deux décennies, l'idée même d'un Nouvel Ordre Economique International a disparu du vocabulaire économique, et le monde de la finance s'est imposé à toutes les autres structures économiques<sup>14</sup>. Lorsqu'il y allait de son intérêt, le gouvernement des Etats-Unis, fort de sa grande puissance industrielle et technologique, a demandé l'ouverture des frontières et la réduction des droits de douane, avec l'application de la clause de la Nation la plus favorisée, sauf pour deux conditions essentielles : le respect de la sécurité internationale (notamment militaire) et l'agriculture, ce dernier secteur exigeant une protection des productions traditionnelles, au détriment de celles, plus compétitives, des pays en développement. L'Europe fera ajouter à ces principes les processus d'intégration des économies nationales et éventuellement un soutien aux pays en développement, ce dernier principe étant partiellement devenu obsolète.

Cependant, tout en revendiquant la liberté des échanges, l'interventionnisme de l'Etat américain a subrepticement continué à s'exercer

---

<sup>12</sup> Fontanel, J. (1981), Organisations économiques internationales, Masson, Paris

<sup>13</sup> Sur, S. (2002), L'hégémonie américaine en question, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

<sup>14</sup> Fontanel, J., Antipas Touatam (2015), La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire des Relations Internationales, Paris.

dans les faits, notamment avec la protection des marchés publics (« Buy America Act ») et la signature d'accords préférentiels. A l'instigation de Bill Clinton, les gouvernements étrangers furent alors soupçonnés de mener une politique de protection de leurs industries, ce qui a justifié officiellement la création d'organismes nationaux de soutien aux exportations, avec la mise en place du « Trade Promotion Coordinating Committee » (qui se propose de soutenir les tactiques nécessaires pour valoriser les firmes américaines dans les projets de contrats internationaux stratégiques) et « l'Advocacy Center » (destiné à fournir aux entreprises une assistance opérationnelle pour candidater sur les marchés publics étrangers). Même l'USAID, sous couvert d'actions humanitaires, s'est donné et se donne encore aujourd'hui comme objectif de satisfaire d'abord les entreprises économiques nationales<sup>15</sup>. Les Etats-Unis ont souvent fait l'objet de plaintes auprès de l'OMC (notamment pendant la guerre du coton), mais les négociations ont été bloquées suffisamment longtemps pour modifier, entre temps, les positions concurrentielles des Etats au profit de l'économie américaine. Enfin, le

Avec la résurgence des crises économiques et financières, les Etats-Unis ressentent et subissent une forme de rejet d'un libre-échange mondialiste, ce qui revient à dire que toutes les théories libérales américaines, qui dominent les courants de la pensée économique, ne seraient plus applicables à l'Amérique. Paradoxalement, la Silicon Valley, fondement de la force technologique des Etats-Unis, est née des contrats militaires, des lois de protection des brevets, de la main d'œuvre hautement qualifiée en provenance des pays étrangers, des transferts de technologie avec les Universités et du contrôle des informations et du savoir numérique.

Cette puissance, déjà fortement soutenue par le rôle du dollar, est favorisée respectivement par l'absence de protectionnisme quasi mondial concernant les industries de l'information et les GAFAM, le traitement de l'information par l'intelligence économique, le poids de la législation américaine sur le droit international et même l'utilisation répandue de la langue anglaise. En outre, aujourd'hui, « l'information, libérée par la digitalisation, pose des problèmes de territorialité ». Avec le développement du numérique, la NSA siphonne toutes les informations communiquées électroniquement et elle peut utiliser, à ses propres fins, le contenu des messages. Une toile d'araignée mondiale de capture des informations utiles est mise en œuvre, bénéficiant d'un grand secret étatique et de budgets importants et croissants. Certains programmes (Stormbrew) sont menés en association avec le FBI. Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, YouTube, Apple ou Skype sont des partenaires diversement impliqués dans le programme PRISM (programme de

---

<sup>15</sup> Fontanel, J. (2004) La globalisation en analyse. Géoéconomie et stratégie des acteurs. L'Harmattan. Paris.



surveillance de personnes vivant hors des Etats-Unis). L'exploitation des données est faite par des algorithmes qui détectent les modes opératoires et les anomalies<sup>16</sup>. En échange, Washington est toujours prompt à défendre les avantages souvent indus des GAFAM obtenus sur les territoires européens ou asiatiques, notamment en matière d'avantages fiscaux. Les prérogatives ainsi conférés à l'économie américaine sont considérables, surtout en présence d'un endettement public et privé américain aussi conséquent.

### III. Le nationalisme économique de Donald Trump

Pour Trump, l'expression du nationalisme économique américain consiste à favoriser la domination américaine dans le domaine de l'économie immatérielle, mais aussi à lutter contre la pression commerciale des produits de provenance étrangère, à éviter la délocalisation des entreprises multinationales américaines attirées par les bas coûts salariaux à l'étranger (ce qu'il assimile à un dumping) et à lutter contre la tentation de l'évasion ou de l'optimisation fiscale permises par les pays petits ou grands concurrents. La remise en cause des traités internationaux de commerce est clairement énoncée, en vue d'utiliser les rapports de force de la première puissance militaire et économique mondiale pour modifier les règles qui semblent aller à l'encontre de ses intérêts<sup>17</sup>. Il s'agit non seulement de lutter contre le potentiel de crise économique, mais aussi, par les moyens de la diplomatie, de la maîtrise des organisations internationales et de la force du dollar, de renforcer les entreprises d'origine nationale et de s'opposer à toute législation internationale qui viendrait à modifier les conditions de la concurrence interétatique dans les domaines traditionnels ou d'excellence de l'économie américaine. Il faut noter cependant que les rapports de force qu'implique le nationalisme économique sont quotidiennement appliqués, voire revendiqués, par la Chine, le Brésil, la Russie, la Corée du Sud, l'Inde, le Royaume-Uni et par l'Union européenne elle-même, laquelle, au moins pour certaines de ses composantes, y est de moins en moins insensible.

Le nationalisme économique américain est aujourd'hui revendiqué par le Président Donald Trump. Pour Christian Harbulot, il n'est pas inspiré par la politique de Margaret Thatcher, engagée un quart de siècle plus tôt et caractérisée par une lutte frontale contre les syndicats et l'Europe (« I want my money back »). Donald Trump se propose plutôt de suivre les traces du pragmatisme combatif reaganien (« Make America Great Again »), par tous les moyens politiques, économiques et même militaires disponibles, la Chine

---

<sup>16</sup> Claude Delesse, *NSA. National Security Agency*, Tallandier, Paris, 2016, 512 p.

<sup>17</sup> Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (2017) Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur, PSEI, REVEL.NICE. n°6, 6 mars 2017.

constituant potentiellement un rival aussi important que l'URSS pouvait l'être au début des années 1980, après les deux grands chocs pétroliers.

Il s'agit d'abord de favoriser l'économie américaine, mais aussi de contenir la puissance chinoise, laquelle n'hésite pas à valoriser le nationalisme économique triomphant. La Chine utilise le libre-échange à long terme, en verrouillant son marché et en obtenant des transferts de technologies importants, voire décisifs, tout en s'engageant fermement dans l'aventure de la recherche-développement civile et militaire, avec des dépenses (en parités de pouvoir d'achat) sans doute équivalentes, voire supérieures, à celles des Etats-Unis. Aujourd'hui, le « Japan bashing » est remplacé par le « China bashing », avec un contrôle des investissements étrangers par le « *Committee on Foreign Investment in the U.S* ». Cependant, de manière paradoxale, Donald Trump a remis en cause le « *Trans-Pacific Partnership Agreement (TPP)* », qui était pourtant considéré par la Chine comme une arme de guerre économique dirigée contre elle. Héritier fictif du capitalisme à « l'américaine », Donald Trump, tout comme Ronald Reagan, n'a pas peur de lui apporter quelques entorses pour peu que l'économie américaine en ait besoin. Le pragmatisme et l'opportunisme dans les relations internationales sont plus efficaces que l'application des règles de la théorie économique dominante.

En 2017, au Forum de Davos, le Président américain est apparu comme un nationaliste n'hésitant pas à recourir à certaines formes de protectionnisme et aux accords bilatéraux (plus favorables aux pays les plus forts) au moment où le gouvernement de la Chine défendait l'essor du libre-échange multilatéral. C'est un paradoxe de l'histoire, même si le « messianisme » américain de la liberté individuelle et du commerce libre reste très fort dans les mentalités de ses concitoyens. Cependant, une analyse plus fine de l'histoire économique et sociale des Etats-Unis met en évidence que le libre échange et la liberté individuelle n'ont quasiment jamais été respectés sur son territoire avec l'existence, à différentes étapes de son évolution, de l'esclavage, de l'apartheid ou des inégalités juridiques et sociales.

La réalité de la puissance des Etats-Unis peut faire l'objet de débat, notamment dans les domaines économiques, politiques et militaires. Avec l'émergence d'une globalisation de plus en plus opaque et le développement de règlements des organisations internationales en vue de la rendre plus transparente, le nationalisme économique doit faire face à des forces privées, souvent soutenues et renforcées par certains pans du secteur public (notamment en Chine), qui rendent son efficacité problématique. Ce nationalisme conduit à favoriser certains groupes économiques au détriment des autres, aussi bien au niveau national qu'international. Dans ce contexte, protéger les intérêts d'une entreprise nationale n'est pas toujours synonyme d'un renforcement de l'économie nationale elle-même. Ce nationalisme économique peut avoir pour objet soit de défendre des groupes d'intérêt nationaux au détriment d'autres à l'intérieur même d'une Nation, soit de choisir les producteurs plutôt que les

consommateurs, tel type d'activité économique (comme l'acier) au détriment d'autres (agriculture). Dans ce contexte, les résultats à long terme de cette politique nationaliste sont difficilement mesurables, notamment en relation avec les réactions des citoyens et des pays partenaires ou adversaires.

En outre, les acteurs économiques et sociaux ont des intérêts contradictoires, selon la place qu'ils occupent dans la société comme citoyens, producteurs, salariés ou consommateurs<sup>18</sup>. L'Etat n'est pas une entité indépendante de ses composantes, le poids accordé à la répartition des revenus ou du patrimoine dépend des rapports de force à l'intérieur des Nations. Les grandes entreprises se sentent libérées de l'Etat en accumulant les profits, sauf lorsque, en situation de quasi monopole, des forces politiques ou philosophiques contestent leur domination et souhaitent remettre en cause leurs intérêts. Au fond, on oppose trop souvent l'Etat et les entreprises, alors même que les firmes sont, avec leurs propriétaires et dirigeants, des composantes citoyennes essentielles d'une Nation. L'Etat n'est jamais neutre, il défend des règles qui n'ont de légitimité, dans le meilleur des cas, que par leur acceptation démocratique ou non<sup>19</sup>. Ainsi, Donald Trump décide de lutter contre l'évasion fiscale en accordant des avantages financiers et fiscaux importants aux entreprises américaines pour qu'elles rapatrient leurs capitaux. Il relance ainsi les politiques de guerre fiscale entre les Etats, ce qui ne manquera pas de renforcer à la fois la puissance des grandes entreprises multinationales et de creuser encore les inégalités sociales. Il s'agit aussi d'une politique « nationaliste » qui permet aussi de maintenir, au plus haut niveau, le dollar comme monnaie internationale, avec tous les avantages qu'une telle situation confère à une économie pourtant fortement endettée<sup>20</sup>.

Enfin, aujourd'hui, dans un monde multipolaire, les entreprises internationales ont pris leurs quartiers et sont souvent plus puissantes que la plupart des Etats, tout en ayant la possibilité d'offrir leurs services et leurs localisations aux Etats et économies nationales les plus offrants. Cette fois, ce sont les entreprises qui font monter les enchères pour de nouveaux clients que sont les Etats. S'agit-il d'une guerre économique du secteur privé, devenu indépendant des Etats et apatride, face à des secteurs publics nationaux embourbés dans une crise économique latente dont ils ne sont que partiellement responsables ? La montée ou l'effondrement des grandes puissances avait été clairement mise en évidence historiquement<sup>21</sup>. Aujourd'hui, si les Etats-Unis restent la grande puissance mondiale de référence, Washington n'a plus tous les

---

<sup>18</sup> Saby, B. & D. (2016), *Compétitivité, mercantilisme et guerre économique*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a General Concept of Economic and Human Security*. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Group Publishing Limited.

<sup>19</sup> Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale : pour une conception humaniste multidimensionnelle*, PSEI, REVEL, revue électronique de l'UNS.

<sup>20</sup> Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous* ». L'Harmattan, Paris.

<sup>21</sup> Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of the great powers : Economic change and military conflict from 1500 to 2000*, USA, Random House.

attributs d'un hégémon, aussi bien d'un point de vue politique, moral et même économique, débordé par des firmes d'origine américaine de plus en plus apatrides qui ne défendent plus d'autres intérêts que les leurs, en validant et en communiquant constamment une image nationale positive en utilisant l'expression ancienne à renouveler selon laquelle « ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis ». Aujourd'hui General Motors n'est plus la grande entreprise modèle des Etats-Unis, les GAFAM ont pris le pouvoir, mais ils installent leurs entreprises et une partie importante de leurs revenus dans des pays qui leur offrent des avantages financiers (impôts compris) à répartir entre les actionnaires. En difficulté, les entreprises appellent l'Etat à leur secours, mais en situation de forte rentabilité elles cherchent à maximiser leur profit sans référence aucune à un quelconque intérêt national.

Donald Trump se réclame du nationalisme économique, au même titre que la Chine. L'influence du Parti communiste chinois sur la gouvernance des entreprises, leur localisation, l'intervention publique dans les appels d'offres internationaux, l'importance des subventions étatiques et la permanence de la propriété étatique témoignent de ce rapport public-privé nationaliste qui échappe cruellement aux analyses de la science économique d'aujourd'hui. En effet, les tenants de la science économique introduisent difficilement les rapports de force qui traversent l'économie mondiale<sup>22</sup>. Ils restent réservés sur l'efficacité économique de l'intervention active de l'Etat, lequel, selon eux, serait mieux avisé d'exercer son rôle de gendarme, dans le respect des lois de la concurrence, de la liberté d'entreprendre et de l'ouverture des frontières. La très grande majorité des Prix Nobel d'économie louent le respect des règles du marché et quiconque, dans le domaine universitaire, émet quelques critiques sur ces hypothèses libérales se voit contraint à publier ses analyses dans des revues de seconde zone, peu valorisante professionnellement. Les économistes libéraux retracent une économie virtuelle qui n'a plus grand 'chose à voir avec l'économie réelle. Certains critiques de ce type d'analyse ont été, sans doute de manière excessives, jusqu'à parler d'imposture<sup>23</sup>.

L'action de l'Etat est centrale dans les rapports internationaux et elle va bien au delà des règles définies par les hypothèses de l'économie de marché libérale, elle introduit les rapports de puissance et de protection des citoyens, deux concepts négligés ou insuffisamment pris en compte par les théories économiques. La science économique dominante vend du rêve, mais l'application de ses principes pourrait s'achever par un cauchemar collectif avec de violents conflits provoqués par les inégalités entre économies nationales et régionales, la redéfinition contestataire des classes sociales, le rejet du productivisme destructeur des richesses naturelles ou le refus des valeurs

---

<sup>22</sup> Saby, B. & D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, L'Harmattan, Paris.

<sup>23</sup> Musolino, M. (2013) La nouvelle imposture économique, FIRST Editions, Paris.

matérialistes<sup>24</sup>. L'histoire d'aujourd'hui donne quelques signes en ce sens, mais il est encore peut-être un peu prématuré de les considérer fermement comme annonciateurs de nouveaux conflits aux contenus et aux contours précis.

## IV. Bibliographie

- Coulomb, F. (2004), *Economic theories of peace and war*, Routledge.
- Coulomb, F. & Fontanel, J. (2006), *Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale* in « La question politique en économie internationale, La Découverte, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Routledge
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Routledge.
- Delesse, C. (2016), *NSA. National Security Agency*, Tallandier, Paris, 512 p.
- Fontanel, J. (1981), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris
- Fontanel, J. (2004) *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*. L'Harmattan. Paris.
- Fontanel, J., Hebert, J.P., Samson I. (2008), *The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics*, Taylor & Francis.
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, l'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a General Concept of Economic and Human Security. In The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Group Publishing Limited.
- Fontanel, J. (2014), *Le commerce international est-il un facteur de paix*, Politique Etrangère, Paris.
- Fontanel, J. & Antipas Touatam (2015), *La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC*, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.
- Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale : pour une conception humaniste multidimensionnelle*, PSEI, REVEL, revue électronique de l'UNS.
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous* ». L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. & Guilhaudis, J-F (2017) *Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur*, PSEI, REVEL.NICE. n°6, 6 mars 2017.
- Fontanel, J. (2017), *Les Etats-Unis sanctuaire du capitalisme, un siècle de leadership américain en question*, PSEI, REVEL.NICE, 22 juillet 2017.
- Galbraith, J.K. (2010) ; *Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière. Un Plan pour l'Amérique*, in « *Economie politique de la sécurité nationale* (J. Fontanel (Ed.), L'Harmattan, Paris.
- Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise. Comment en sortir autrement*. Le Seuil, Paris.
- Guilhaudis, J-F. (2017), *Relations internationales contemporaines*, LITEC, Paris.
- Harbulot, C. (2018), *L'art de la Guerre économique. Surveiller, analyser, protéger, influencer*. Collection « *Guerre de l'information*, Paris.
- Harbulot, C. (2018), *Le nationalisme économique américain*, Collection « *Guerre de l'information*, Paris.
- Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of the great powers : Economic change and military conflict from 1500 to 2000*, USA, Random House.
- Musolino, M. (2013) *La nouvelle imposture économique*, FIRST Editions, Paris.
- Keynes, J.M. (1933), *National Self-Sufficiency*, *The Yale Review*, vol 22, n°4. June.

---

<sup>24</sup> Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a General Concept of Economic and Human Security. In The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Group Publishing Limited.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald Group Publishing Limited.

Saby, B. & D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, L'Harmattan, Paris.

Sur, S. (2002), L'hégémonie américaine en question, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.